

Délibération n° 2021-07-01/1

Objet : DSP Restauration scolaire – Délibération de principe – Abandon du projet de DSP

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU JEUDI 01 JUILLET 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un, le jeudi premier juillet, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le vendredi vingt-cinq juin 2021, s'est réuni à 09h00, à titre exceptionnel et après information au Préfet salle Yves Abric, place Fanfonne Guilhaume, dans le respect des règles de sécurité sanitaire et de distanciation sociale nécessaires à la lutte contre la propagation de l'épidémie de Covid-19, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

La séance s'est déroulée sans public et a été retransmise en direct par voie électronique, conformément à la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020 modifiée.

Nombre de membres en exercice : 29

Nombre de membres présents : 17

Secrétaire de séance : Christiane PISTRE

Présents : Jean-Pierre RICO

Mario MARCOU - Jocelyne TAVERNE - Xavier MIRAULT - Christiane PISTRE - Françoise BERTOUY - Colette MORETEAU - Jean-Marc MALEK - Maryline BENEDETTI - Jean-Marc LEÏENDECKERS - Fabrice IRANZO - Philippe CATTIN-VIDAL - Véronique CHIREUX - Laurent CHAMARD-BOIS - Caroline SAROCHAR - Cathy PROST - Bernadette CONTE-ARRANZ.

Absents représentés : Marc PELLET *pouvoir à* Jocelyne TAVERNE, Olivier BOUDET *pouvoir à* Jean-Pierre RICO, Patricia NIVASSE *pouvoir à* Jean-Pierre RICO, Brigitte RODRIGUEZ *pouvoir à* Christiane PISTRE, Michel LITTON *pouvoir à* Mario MARCOU, Francine BOYER *pouvoir à* Christiane PISTRE, Pascale MARCHAL *pouvoir à* Fabrice IRANZO, Benoît DELTOUR *pouvoir à* Mario MARCOU, Romain CASAS-MATEU *pouvoir à* Fabrice IRANZO, Laurie BELTRA *pouvoir à* Jocelyne TAVERNE, Isabelle GIANIEL *pouvoir à* Philippe CATTIN-VIDAL, Laurent TATON *pouvoir à* Cathy PROST.

Le quorum étant atteint, conformément à l'article 6 - IV de la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020 modifiée autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire, l'assemblée peut délibérer.

Monsieur le Maire rapporte :

La société BVR Conseil, située à Aix-en-Provence, est chargée d'une mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage en vue d'une éventuelle mise en Délégation de Service Public de la restauration scolaire.
La mission de BVR Conseil est d'assurer :

1. Un diagnostic de l'existant (audit de fonctionnement, présentation des divers scénarii, définition des conditions économiques, techniques et juridiques de la DSP),
2. L'assistance de la commune dans les procédures de mise en concurrence (Programmation de la procédure, rédaction des documents de consultation, analyse des offres, préparation et participation aux négociations avec les candidats, participation aux instances de décisions),
3. Le suivi et contrôle de l'éventuel futur prestataire (accompagnement lors de l'exécution du contrat).

La commune pourrait éventuellement transférer la gestion de la restauration scolaire à une personne morale dont la gestion d'un restaurant scolaire est l'activité principale.

A cet effet, le cabinet BVR Conseil propose un rapport précis sur le futur mode de gestion qui pourrait conduire à une Délégation de Service Public.

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment, les articles L.1411-1 et suivants,

Vu le rapport remis par le cabinet BVR Conseil d'Aix-en-Provence,

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- ➔ décider de ne pas engager une procédure de délégation de service public pour la gestion de la restauration scolaire.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité.

Pour : 29

Contre : 0

Abstention : 0

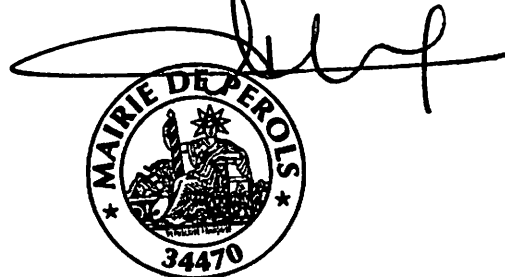
Ne prend pas part au vote : 0

Fait à Pérols,

pour extrait conforme le 1^{er} juillet 2021

Le Maire

Jean-Pierre RICO



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, affichage ou notification.